



# L'AVENIR DE L'AGRICULTURE AU MALI: 2030-2063

Étude de cas : Défis et Opportunités pour les projets  
financés par le FIDA

Étude réalisée en 2020 et publiée en 2021.

**Équipe de rédaction :**

Rédigé par l'Équipe FIDA Mali : Hermann S. Tossou, Manda Sisoko, et Jean Pascal Kabore, et Assefa Woldeyes

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner

Crédit photo : FIDA©

Ce rapport est disponible pour usage public sur : <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>

Et données accessibles à : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>

~~ The views expressed in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the International Fund for Agricultural Development (IFAD). The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The designations of «developed» and «developing» countries are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgement about the stage reached in the development process by a particular country area.~~

# Ouvrage collectif rédigé par le Groupe Gestion des Savoirs du Hub FIDA<sup>1</sup> – sous la direction de Benoit THIERRY

Suite aux Ateliers Régionaux 2019 et 2020, tenus avec les projets des pays du Hub FIDA Afrique de l'Ouest, et à la présentation que nous avons fait des enjeux des 10, 30 et 50 prochaines années dans la région face à la croissance démographique, aux changements économiques, alimentaires et climatique, nous avons décidé de poursuivre cet effort d'analyse prospective sur l'agriculture.

Cet exercice permet de mieux comprendre les tendances à l'œuvre, les opportunités à saisir et les politiques et actions à entreprendre pour nourrir le milliard de personnes supplémentaires qui peupleront l'Afrique en 2050 et évaluer les changements nécessaires dans la transformation des systèmes agraires (diversification, accroissement de la productivité, etc...) pour cela, tout en créant des emplois pour la jeunesse et permettre un revenu décent aux producteurs de l'agriculture familiale.

Ainsi l'Atelier Régional 2020, a permis d'approfondir l'analyse et déterminer les enjeux actuels et futurs (quantifiés), et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés : le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Cap Vert (Cabo Verde) pour aboutir à différents scénarii d'engagement des gouvernements, du secteur privé et des organisations paysannes.

L'Atelier a cherché notamment à dégager les défis majeurs qui attendent ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de la sécurité alimentaire aux horizons 2030 (Objectifs Nations Unies), 2050 (doublement population) et 2063 (Agenda Union Africaine) voire 2100 (avant le début du Vingt Deuxième siècle), sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

## La réflexion est organisée autour des questions suivantes :

- Quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance agricole actuelle, de l'évolution démographique, de l'urbanisation accélérée, les nouvelles pratiques alimentaires en visant une amélioration des revenus ?
- Quels doivent être les objectifs d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire croissante, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles ?
- Quels réservoirs d'emploi peut constituer le secteur rural avec l'ensemble de ses activités économiques : infrastructures, services, production agricole et sylvo pastorales, filières, etc.. et permettre d'utiliser au mieux le dividende démographique dans les pays qui vont en bénéficier.
- Quel cadre de politique d'investissements doit être mis en place impliquant l'ensemble des secteurs concernés, dans un contexte de transformation structurelle de la demande et l'offre de produits alimentaires?

La présente synthèse est le fruit des résultats des travaux des ateliers, enrichis de données qualitatives issues des documentations complémentaires issues des bases de données nationales et internationales. Elle est soumise à l'examen critique des responsables des projets du FIDA des pays concernés et des experts ayant participé à l'atelier. Ces échanges interactifs ont été organisés et étroitement coordonnés par le Bureau Sous Régional du FIDA afin de présenter les scénarios possibles pour discussion aux groupes de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans les pays concernés et pouvoir réviser et améliorer ces premières versions des études par pays.

Les monographies prospectives par pays (powerpoint et texte pdf) présentant l'essentiel des contributions sont disponibles sur <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2> .

Par ailleurs les simulations de croissance démographique, changement climatique et production agricole (modèles extensifs, intensifs, cultures sèches, irrigation, élevage) ont été transcrites dans un module en ligne « SIMAGRI » accessible sur : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/> . Ce module permet à tout un chacun, d'estimer les données 2030, 2050 et 2063, et « la prospective étant un art difficile », d'élaborer différents scénarios de croissance tant pour la sécurité alimentaire, que pour les investissements nécessaires dans chaque pays concerné.

Nos remerciements vont à toutes les équipes FIDA des pays qui ont rédigé ces études de cas sous notre direction méthodologique, au groupe gestion des savoirs du Hub Afrique de l'Ouest qui a coordonné les productions et Assefa Woldeyes qui a ré-écrit et harmonisé l'ensemble des documents d'accompagnement.

Notre souhait le plus vif est que ces documents soient utilisés par les groupes de dialogue de politique agricole dans les pays concernés, étendus ensuite à d'autres pays et améliorés par les autorités nationales et institutions sous régionales CEDEAO/ECOWAP/OECD/CILSS/UA afin de planifier les investissements indispensables à moyen et long terme (10, 20, 30 ans) qui permettront à l'agriculture africaine de surmonter les défis du doublement puis triplement de la production agricole pour répondre à la croissance démographique et permettre aux producteurs agricoles, pasteurs, et pêcheurs de se nourrir, de créer des emplois, et de générer un revenu décent pour leur famille.

## Benoit THIERRY

Représentant Régional Afrique de l'Ouest,  
Fonds International pour le Développement Agricole - FIDA



# Sommaire

	Page
Résumé	1
Abstract	3
<b>Chapite I : Contextualisation</b>	
1. Introduction	
2. <a href="#"><u>Des contextes contrastés</u></a>	5
3. <a href="#"><u>De grands potentiels agricoles, pastoraux et halieutiques</u></a>	7
4. <a href="#"><u>Cadre de politique publique de développement agricole</u></a>	8
5. <a href="#"><u>Performances du secteur agricole et filières stratégiques (grandes caractéristiques)</u></a>	9
<b>Chapitre II : Analyses et projections</b>	
6. <a href="#"><u>Besoins actuels et futurs</u></a>	12
<b>Chapitre III : Complément COVID-19</b>	
7. <a href="#"><u>Complément COVID-19, questions clés soulevées et opportunités</u></a>	16
<b>Chapitre IV : Stratégie d'investissements et conclusion</b>	
8. <a href="#"><u>Défis majeurs et conclusion générale</u></a>	18

# Résumé

Les performances économiques du Mali se sont nettement améliorées suite aux réformes économiques des années 1980 et 1990. Entre 2016 et 2019, le taux de croissance économique globale moyen du PIB s'est stabilisé à 4,7 % par an. L'agriculture (y compris les productions agricole, animale et pêche continentale) emploie environ 60% de la population active et contribue pour 30 % à cette croissance économique.

Le Mali a beaucoup investi dans son agriculture : 12% des ressources publiques en moyenne entre 2004 et 2011, au-delà des 10% conformément à l'engagement de Maputo. Les politiques agricoles et les cadres incitatifs se sont notablement améliorés. La Loi d'Orientation Agricole (LOA), promulguée en 2006 est considérée comme le cadre fédérateur, elle formule une vision à long terme d'un secteur agricole durable, moderne et compétitif. La Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition, élaborée dès 1986 et renforcée en 2016, énonce une stratégie de sécurité alimentaire afin de répondre durablement à la récurrence des crises alimentaires. Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire, 2015-2025 (PNISA) représente le cadre opérationnel de planification et de mise en œuvre de la LOA. Il traduit les priorités centrées sur l'accroissement des performances des filières agricoles jugées prioritaires en termes de productions et de compétitivité. Le PNISA est intégré au Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) qui fédère les priorités nationales dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) du New Partnership for Africa's Development (NEPAD).

L'agriculture malienne a connu un fort développement les dernières décennies avec des dynamiques agricoles repérables pour le vivrier notamment le riz<sup>1</sup> et le maïs, et pour certaines cultures d'exportation pour lesquelles le pays présente des avantages comparatifs. La production céréalière a augmenté depuis 2007. Le Mali a su ainsi réagir à la crise des prix alimentaires de 2007-2008. Les productions agricoles ont répondu aux demandes croissantes et diversifiées d'une population qui croît de près de 3% par an et qui s'urbanise rapidement, même si les disparités régionales rendent le recours ponctuel à l'aide alimentaire d'urgence nécessaire certaines années. Par ailleurs, l'insécurité de la dernière décennie et les déplacements de populations requièrent aussi une aide d'urgence et qui ralentit la croissance économique. Les producteurs ont adapté les conditions de production pour répondre aux demandes en quantité et en qualité, ce qui a pour effet de permettre au secteur agricole et au secteur agroalimentaire de tirer profit des marchés et des débouchés intérieurs moins volatils et d'offrir une perspective d'emploi aux femmes (50% de la population totale) et aux jeunes actifs qui représentent une proportion très importante du croît démographique (65% de moins de 25 ans). Selon les données établies par les ateliers FIDA de 2019 et 2020 (bureau sous régional Afrique de l'Ouest), l'évolution des habitudes alimentaires montre des régimes de plus en plus diversifiés et mieux équilibrés au plan protéino-énergétique. Les tendances, particulièrement marquées dans les zones urbaines mais qui s'étendent progressivement aux zones rurales, convergent vers : i) une consommation accrue de céréales (dont le riz) se substituant aux céréales traditionnelles comme le mil et le sorgho ; ii) une forte augmentation de consommation de racines et tubercules ; iii) une consommation accrue de légumineuses, particulièrement de haricot comme source de protéine ; iv) une forte augmentation de consommation d'huile végétale et de graisse animale ; v) et une hausse de consommation de fruits et de légumes. Des tendances à la hausse similaires s'observent sur la consommation de poisson, de volailles, de viande rouge, de produits laitiers et de produits sucrés.

Les prévisions de surfaces et de productions, résumées dans les tableaux ci-dessous, font ressortir des écarts de plus en plus importants pour les céréales à partir de 2030. A l'inverse, les écarts sont largement comblés pour les racines-tubercules et les fruits et légumes. Les écarts sont significatifs pour les produits animaux, à partir de 2050. Cette première lecture suggère la poursuite

<sup>1</sup> Dont la production est la deuxième après le Nigéria.

du focus sur les céréales dont le riz. Les racines et tubercules passent du rang de simple produits marginaux « amortisseurs » de l'insécurité alimentaire à de véritables productions en raison de leur haut potentiel productif, alimentaire et de transformation à usages variés dans les secteurs agroalimentaire et industriel. L'intérêt porté aux fruits et légumes traduit leur rôle croissant dans la diversification alimentaire, l'industrie des boissons sucrées et l'exportation de certains d'entre eux qui bénéficient d'avantages comparatifs. Les produits animaux, en bénéficiant des opportunités de marchés notamment urbains, verront leur production croître.

Céréales	Proj. Sup. (millions ha)	Prév. sup (millionsha)	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Prod. (millions t)	R/T	Proj. sup. (millions ha)	Prév. Sup. (millions ha)	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Prod. (millions t)
2030	6,8	6,2	10,3	9,4	2030	0,36	0,98	0,4	1,2
2050	11	6,7	17	10	2050	0,58	107	0,7	1,3
2100	20	8,4	31	13	2100	107	133	1,3	1,6

Fruits, légumes	Proj. Sup. (millionsha)	Prév. Sup. (millions ha)	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Pro. (millions t)	Bovins,Ovins, Caprins	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Prod. (millions t)
2030	0,94	244	1,2	3,2	2030	0,3	0,4
2050	151	267	2	3,5	2050	0,5	0,4
2100	279	332	3,7	4,4	2100	1	0,4

Les investissements correspondants résumés dans le tableau ci-contre sont substantiels. Les céréales accaparent une large part de ces investissements. La couverture de ce coût financier nécessitera : i) une hiérarchisation et un séquençage des investissements au regard des filières stratégiques à promouvoir selon des critères préalablement établis (économique, social, financier, sécurité alimentaire)<sup>2</sup>; ii) une réaffectation importante des ressources au niveau du budget national ; iii) une politique de soutien et d'incitation des producteurs et autres acteurs privés nationaux et étrangers à augmenter leurs parts d'investissements ; iv) une mutualisation des ressources publiques engageant d'autres secteurs publics qui tirent bénéfice des investissements ; v) une coordination et une cohésion inter-sectorielles des stratégies ; vi) et une permanence des politiques minimisant les inflexions stratégiques dictées par les contextes de crises conjoncturelles.

Le Mali dispose d'atouts naturels encore inexploités pour accroître et diversifier sa production agricole à des fins alimentaires et commerciales. Les défis consistent pour l'essentiel à : i) combler les insuffisances d'infrastructures (irrigation, routes et pistes rurales, stockage, marchés ruraux) ; ii) augmenter le niveau de productivité des exploitations agricoles familiales sur une base durable<sup>3</sup> et leur capacité de transformation des produits agricoles et de valorisation des produits ; iii) promouvoir les entreprises de transformation de produits agricoles génératrices de valeur ajoutée, d'emplois et de revenus, bénéficiant notamment aux femmes et aux jeunes actifs ; iv) renforcer la professionnalisation et l'intégration des organisations de producteurs dans les filières agro-alimentaires ; v) piloter les programmes et rationaliser les investissements publics<sup>4</sup>; vi) renforcer l'intégration sous-régionale<sup>5</sup>.

Investissements (millions USD, chiffres arrondis)			
Productions	2030	2050	2100
Céréales	363,4 (59%)	2 621 (89%)	7 245 (91%)
Racines/tubercules	24,8	19,5	10,4
Fruits/légumes	3,8	2,9	1,4
Élevage	220,5	301,2	699,2
<b>TOTAL</b>	<b>612,5</b>	<b>2 944,6</b>	<b>7 956</b>

<sup>2</sup> Si on tient compte de la liste nationale des filières à promouvoir qui figure au PNISA. Pas moins de huit filières sont retenues (riz, maïs, blé, sorgho, mil et fonio, mangue, pomme de terre, oignon).

<sup>3</sup> Avec des pratiques visant la réduction des effets des risques majeurs (changement climatique, sanitaires), épargnant la dégradation du couvert végétal et des sols, préservant la biodiversité, etc.

<sup>4</sup> Programmation, mise en cohérence, définition des priorités et des séquences d'investissements, mise en place progressive des instruments de politique agricole, opérationnalisation, production de données statistiques agricoles régulières et fiables pour suivre les évolutions agricoles, etc.

<sup>5</sup> En matière de politiques commerciales, de développement du commerce des produits locaux, de prévention et de gestion des risques de volatilité des prix agricoles, sanitaires et phytosanitaires et de gestion des ressources en eau des bassins versants transfrontaliers, etc.

# Abstract

Mali's economic performance improved markedly following the economic reforms of the 1980s and 1990s. Between 2016 and 2019, the average overall economic growth rate of GDP stabilized at 4.7% per year. Agriculture (including agricultural, animal and inland fisheries), which employs around 60% of the working population, contributes to 30% of this economic growth.

Mali has invested a lot in its agriculture: 12% of public resources on average between 2004 and 2011, well above the 10% of the Maputo commitment (source: Resakss). Agricultural policies and incentive frameworks have improved significantly. The Agricultural Orientation Law (AOL), promulgated in 2006, considered as the unifying framework, formulates a long-term vision of a sustainable, modern and competitive agricultural sector. The National Agricultural Investment and Food Security Program, 2015-2025 (NAIFS), which represents the operational framework for the planning and implementation of the LOA, reflects the priorities centered on increasing the performance of priority agricultural sectors in terms of production and competitiveness. The National Food Security and Nutrition Strategy, drafted in 1986 and reinforced in 2016, sets out a food security strategy intended to provide a sustainable response to the recurrence of food crises. NAIFS is part of the Regional Agricultural Investment Program which brings together national priorities under the Detailed Program for the Development of Africa Agriculture of the New Partnership for Africa's Development (NEPAD).

Malian agriculture has experienced strong development in recent decades with agricultural dynamics that can be identified for food crops, particularly rice and corn, and for certain export crops for which the country has comparative advantages. Cereal production has increased since 2007, allowing for an adequate response to the 2007-2008 food price crisis. Agricultural production has covered to the growing and diversified food demands of a growing population (3% annual growth) and rapidly urbanizing, even if regional disparities make aid emergency food response necessary especially with the insecurity/conflict of the last decade. The producers have adapted their production conditions to meet the demands in terms of quantity and quality. This has allowed the agricultural and agri-food sectors to take advantage of less volatile domestic markets and provide employment opportunities to women and young workers, who represent a very large proportion of population (65% under 25).

According to data provided by the IFAD workshops in 2019 and 2020, changes in eating habits reflect increasingly diverse and more balanced protein-energy diets. The trends are particularly marked in urban areas but gradually spreading to rural areas. They converge towards: i) increased consumption of cereals (especially rice) replacing traditional cereals like millet and sorghum; ii) sharp increase in the consumption of roots and tubers; iii) increased consumption of beans as a source of protein; iv) sharp increase in the consumption of vegetable oil and animal fat; v) and increased consumption of fruit and vegetables. Similar increasing trends can be seen in the consumption of fish, poultry, dairy products, red meat and sweet products.

The exercise of projections and forecasts for the main productions shows increasingly significant gaps of production for cereals from 2030 onwards. Conversely, the gaps are largely filled for roots-tubers and fruits and vegetables. The gaps are significant for animal products, as of 2050. This first reading suggests keeping the focus on cereals including rice, but also on traditional cereals (millet, corn, sorghum). Roots and tubers are moving from simple marginal products to real productions due to their high production potential, their various use for food and processing in food industry. The interest in fruits and vegetables reflects their growing role in food diversification, sweet drink industry and export of those with comparative advantage. Interest in animal products is growing rapidly due to market opportunities, especially urban ones.

The corresponding investments are substantial (from 612 million USD in 2030 to 7956 million USD in 2100). Cereals make up an important part of the required investments. Covering this financial cost will involve: i) prioritization and sequencing of investments with regard to the strategic sectors to be promoted according to previously established criteria (economic, social, financial, food security, etc.); ii) significant reallocation of resources at the national budget level; iii) support policy for producers and other private national and foreign investors to increase their investment; iv) pooling public resources involving other public sectors; v) inter-sectoral coordinated and coherent strategies; vi) permanence of policies minimizing the strategic changes dictated by contingent crises.

Mali has still untapped natural assets. The challenges consist mainly of: i) bridging the infrastructure gaps (irrigation, rural roads, storage, rural markets infrastructures); ii) increasing productivity of family farms on a sustainable basis and their capacity to process agricultural products and add value; iii) promoting agricultural products processing companies that generate added value, jobs and income, targeting women and youth; iv) strengthening the professionalization and integration of farmer organizations in agricultural value chains and agrifood sector; v) piloting programs and rationalizing public investments; vi) strengthening sub-regional integration.



# L'avenir de l'agriculture au Mali : 2030-2063

Défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA

Rédigé par l'Équipe FIDA Mali : Hermann S. Tossou, Manda Sisoko, et Jean Pascal Kabore, et Assefa Woldeyes

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner





# CONTEXTUALISATION

# Introduction

i) **Cadre général. Produire plus pour nourrir une population croissante** malgré la menace que fait peser le dérèglement climatique, mais aussi **Produire mieux** tout en ménageant les ressources naturelles. Tels sont les défis posés par l'agriculture<sup>1</sup> malienne pour assurer la sécurité alimentaire dans les décennies à venir. Ces défis impliquent une agriculture performante fondée sur: i) un accroissement de la productivité sur des bases durables; ii) des disponibilités alimentaires stables ; iii) une amélioration des revenus agricoles pour un accès aux biens de consommation et aux services non agricoles ; v) et un effet levier sur l'ensemble de l'économie rurale.

Face aux demandes croissantes et diversifiées de produits alimentaires consécutives à la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance des revenus, il est apparu nécessaire de faire évoluer **la politique agricole vers une politique alimentaire intégrée** qui, en plus d'inciter les producteurs à répondre à la demande de produits primaires, entraîne le développement des secteurs non agricoles en amont et en aval qui fournissent une alimentation répondant aux besoins.

Ce rapport reprend les résultats des travaux de l'atelier, enrichis de données qualitatives issues d'une documentation complémentaire et organisés autour des questions suivantes: Quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance démographique rapide, l'urbanisation et l'amélioration des revenus? Quelles sont les marges d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles? Quel cadre de politique d'investissements impliquant l'ensemble des secteurs concernés, dans un contexte de transformation structurelle de la demande et l'offre de produits alimentaires?

Le scénario retenu repose sur les hypothèses suivantes : i) une projection de la population tirée des prévisions du système des Nations Unies ; ii) des tendances de consommation alimentaires actuelles et leur évolution ; iii) une extension des superficies annuelles; iv) une intensification légère des rendements.

## Des contextes contrastés

i) **Contextes agro-climatiques et physiques.** Vaste pays sahélien enclavé, couvrant une superficie de 1.241.238 km<sup>2</sup>, le Mali partage près de 7.000 km de frontières avec l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Sénégal et la Mauritanie, ce qui lui confère une position géographique stratégique comme carrefour d'échanges, de communication. Le relief (entre 400 m et 1200 m) se caractérise par des plateaux au sud et à l'ouest, une plaine alluviale du Delta Intérieur du Niger au centre et des massifs cristallins au nord-est, une extension du Sahara central (Annexe, carte 1).

Le climat est marqué par des températures très élevées (allant jusqu'à 45°C au Nord) et par l'alternance d'une saison humide pluvieuse et d'une saison sèche plus longue. Les précipitations décroissent du sud au nord suivant une tendance générale de glissement des isohyètes constatée depuis quelques décennies. Ce qui permet de diviser le pays en quatre grandes zones agro-climatiques (Annexe, carte 2): i) une zone saharienne désertique dans la partie la plus septentrionale (51% de la superficie totale, 200 mm/an) où se pratiquent un élevage nomade et une agriculture dans les zones de dépression ; ii) une zone sahélienne (26%, 200 à 600 mm/an) qui couvre l'essentiel du delta intérieur du Niger, espace présentant des conditions hydrologiques et écologiques particulières, avec de nombreuses zones inondées une partie de l'année d'agriculture irriguée et des zones d'agriculture pluviale ; iii) une zone soudanienne (17%, 600mm/an à 1 200 mm) au centre, se caractérisant par un couvert végétal plus ou moins dense et varié (savane soudanienne) ; iv) et une zone soudano-guinéenne (6%, 1200 mm/an)

<sup>1</sup> Le terme d'agriculture de même que le secteur agricole inclut à la fois la production agricole, l'élevage et l'agroalimentaire.

au sud caractérisée par une savane boisée et des forêts galeries<sup>2</sup>. Ces deux dernières zones sont celles qui offrent des conditions naturelles favorables au développement d'une agriculture diversifiée (céréales, racines, tubercules, arboriculture, etc.) associée à l'élevage familial.

ii) **Contextes démographique, socioéconomique et socio-politique.** La population malienne, estimée à 20,2 millions d'habitants en 2020, passera à 27 millions en 2030, 43.5 millions en 2050 et 80.3 millions en 2100, soit un doublement d'ici 2050 et un quadruplement d'ici 2100, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3,6%. On constate une forte proportion de jeunes de moins de 25 ans (65%) dont 47% entre 0 et 14 ans et une légère prédominance des femmes (51 %)<sup>3</sup>, ainsi qu'une très forte disparité démographique entre la zone saharo-sahélienne immense mais sous peuplée (5 hab./km<sup>2</sup>) et la zone soudano-guinéenne plus confinée mais densément peuplée (90 hab./km<sup>2</sup>).

Cette dynamique démographique s'accompagne d'évolutions majeures : i) une urbanisation progressive de la population, sans pour autant dépeupler le milieu rural où la population reste encore importante (75%) ; ii) des flux migratoires internes continus qui recomposent le peuplement, accentuant sa concentration géographique dans les pôles urbains dont la capitale Bamako, mais aussi l'émigration extérieure ; iii) et un rapprochement entre villes et campagnes dont les liens se renforcent et sont propices à l'intégration des secteurs et des acteurs économiques.

Le Mali a tablé sur le développement agricole comme principal moteur de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Le riche potentiel de l'agriculture, notamment irriguée, de l'élevage et de la pêche continentale, ainsi que la réactivité de la population rurale aux incitations économiques suffisent à répondre à la demande liée à la croissance démographique et l'urbanisation rapides. De plus, la production de céréales secondaires et de l'horticulture en croissance offre un avantage comparatif.

En termes de croissance, la performance du secteur agricole s'est nettement améliorée suite aux réformes économiques des années 1980 et 1990. L'agriculture, qui emploie environ 60% de la population active, contribue pour 30% à une croissance économique de 4.7 % pour la troisième année consécutive (2016-2019)<sup>4</sup>. La croissance agricole a réduit partiellement la pauvreté et amélioré la sécurité alimentaire, même si l'incidence de la pauvreté reste élevée à près de 45 % en 2019, de même que l'insécurité reste chronique en particulier en milieu rural.

Le Mali traverse une période d'instabilité politique et de conflit depuis 2012. Cette insécurité perturbe les activités rurales, provoque de graves dégâts matériels et humains, des déplacements inhabituels des populations et aggrave l'insécurité alimentaire. La crise est le produit de la conjonction de facteurs internes et de facteurs externes et transnationaux. La décentralisation très ambitieuse entreprise depuis les années 90 censée calmer les revendications régionalistes des ressortissants du Nord n'a pu être menées à terme, faute d'affectation de ressources suffisantes et de modalités de transfert de compétences conférées aux collectivités territoriales<sup>5</sup>. Le contexte régional a joué un rôle important dans cette crise, en particulier les influences antagoniques du Nord. Ces facteurs et la perméabilité des frontières ont offert un terrain fertile à l'implantation et à l'expansion de sanctuaires régionalistes, religieux, et « d'actes délictueux et de trafics en tous genres » (Annexe, carte 3). Il convient de rendre hommage à la résilience dont fait preuve la société malienne dans son ensemble pour surmonter cette crise.

<sup>2</sup> FAO, profil pays, 2015.

<sup>3</sup> FAO STAT.

<sup>4</sup> Parmi la plus forte croissance des pays de la sous-région, malgré une baisse impactée par l'instabilité politique.

<sup>5</sup> L'instabilité politique n'y est pas étrangère.

# De grands potentiels agricoles, pastoraux et halieutiques

La grande diversité agro-écologique (liée aux grandes zones agro-climatiques) offre des potentiels importants en terres agricoles. Sur les 145,2 millions d'hectares utilisables pour l'agriculture et l'élevage, seuls 7,6 millions d'ha (SAU), soit 5% sont cultivés, dont 5,8 millions en céréales (riz, maïs, sorgho, mil), 82 000 ha en racines et tubercules, 321 000 ha en légumineuses/noix/oléagineux, 213 000 ha en fruits et légumes et 676 000 ha en coton. Les céréales accaparent 74% des surfaces cultivées. Les superficies irriguées représentent 432 252 ha, principalement concentrées dans les vallées des fleuves Niger et Sénégal<sup>6</sup>. Les terres aptes à l'irrigation, sous réserve d'aménagement, ont un potentiel estimé à 2, 2 millions d'ha<sup>7</sup>.

Les systèmes de production agricoles sont organisés autour de l'agriculture familiale. L'agriculture occupe six actifs sur dix ; elle porte sur des cultures vivrières (riz, mil, sorgho, maïs, fonio), industrielles (coton, arachide) et de l'horticulture (fruits et légumes). Les autres formes d'organisation comme l'agriculture contractuelle progresse sur des filières spécifiques<sup>8</sup> (fruits, légumes, sucre, sésame, soja), en dehors du coton. Le petit élevage est fortement intégré à l'agriculture familiale où il fournit de nombreux services (fumure des champs, transport, énergie animale).

Grand pays d'élevage, le Mali dispose de ressources animales abondantes et diversifiées (bovins, ovins caprins, camélidés, volailles<sup>9</sup>) parmi les plus importantes de la sous-région. Les systèmes d'élevage vont d'un élevage pastoral exploitant les vastes zones semi-arides et d'un élevage agro-pastoral fortement développé dans les zones agricoles, à des élevages périurbains de bovins, ovins, caprins et volailles ciblant spécifiquement les demandes urbaines. Les principaux produits issus de l'élevage sont la viande, le lait, les œufs et les peaux. De plus, le commerce transfrontalier des animaux sur pied occupe un poste important des transactions régionales des produits animaux, renforçant la portée économique de la filière et l'intégration régionale.

Organisées en réseaux d'organisations paysannes et d'éleveurs sous de multiples formes<sup>10</sup> et structurées par filière, les organisations jouent un rôle de plus en plus actif, au profit de leurs membres, dans la gestion de ces filières, en participant avec le secteur public et les partenaires privés à la régulation de l'offre des produits, la gestion des marchés et le pilotage des filières, dans le cadre d'organisations interprofessionnelles. La montée en puissance de l'intégration régionale et l'élaboration de politiques sectorielles ont accéléré la structuration des organisations paysannes et d'éleveurs en réseaux à l'échelle régionale et renforcé leur capacité de négociation/plaidoyer et de propositions permettant d'orienter les politiques publiques vers les préoccupations des exploitants agricoles familiaux et des éleveurs comme socle de transformation agricole, de construction, de régulation et d'inclusion des marchés et de souveraineté alimentaire.

Le potentiel de la pêche continentale-aquaculture comprise, aménageable est considérable avec 5500 sites couvrant 895 000 hectares inventoriés dans les grands fleuves (Niger, Sénégal), rivières, lacs, étangs, bas-fonds et mares<sup>11</sup>. Le poisson surtout séché-fumé est une source majeure de protéines. La pêche est surtout une entreprise à petite échelle, la commercialisation et la transformation du poisson emploie beaucoup de femmes. L'aquaculture se développe comme alternative à la surexploitation des ressources avec d'importants investissements sur l'ensemble de la filière.

<sup>6</sup> Source : Atelier Hub FIDA de novembre 2020

<sup>7</sup> Source : Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture, 2009.

<sup>8</sup> De nombreux urbains s'adonnent à l'entreprise agricole, notamment dans les filières fruits, légumes, matières..

<sup>9</sup> Bovins: 10 millions, ovins/caprins: 34 millions, volailles:38 millions (source Atelier).

<sup>10</sup> Depuis les groupement villageois jusqu'à des fédérations ou « faitières » nationales et des fédérations régionales

<sup>11</sup> Source : Programme de Développement Agricole, 2013.

# Cadre de politique publique de développement agricole

Trois documents fondateurs fixent les principaux paramètres de la politique de développement agricole.

- La Loi d'Orientation Agricole (LOA), promulguée en 2006, est considérée comme le cadre fédérateur pour toutes les interventions publiques dans le domaine du développement rural. Elle formule une vision à long terme du secteur agricole, fondée sur la promotion d'un secteur agricole durable, moderne et compétitif, reposant essentiellement sur les exploitations agricoles familiales.
- La Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (SNSAN) élaborée dès 1986 et renforcée en 2016, énonce une stratégie de sécurité alimentaire durable à long terme basée sur une plus grande disponibilité alimentaire, un accès, une utilisation et une stabilité accrues. Elle a permis de mettre en place un ensemble d'outils spécifiques destinés à faire face aux crises alimentaires conjoncturelles : un système d'alerte précoce, un Stock national de sécurité, un Stock d'intervention de l'Etat, des Banques de céréales, un système de Protection sociale/filet de sécurité. Ces outils sont coordonnés par un Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Un programme de renforcement de sécurité alimentaire et de nutrition est inscrit au PNISA.
- Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNISA) représente le cadre de référence opérationnel pour la planification et la mise en œuvre de la LOA. Le PNISA 2015-2025 traduit les priorités centrées sur deux axes stratégiques majeurs : i) des investissements productifs (foncier agricole, crédit agricole, aménagements et infrastructures agricoles, intrants et équipements agricoles, infrastructures d'accès, marchés, ...) et ii) la production et la compétitivité des filières (végétales, animales, pêche et aquaculture, notamment). Son champ d'application s'étend aux domaines transversaux (renforcement institutionnel, formation, recherche et vulgarisation agricole, professionnalisation agricole, décentralisation, dimensions genre, environnementales et sociales).

Le PNISA est intégré au Programme Régional d'Investissement Agricole qui fédère les priorités nationales dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) du New Partnership for Africa's Development (NEPAD). **Dans ce cadre, le Mali a alloué au secteur agricole, sur la période 2004-2011, autour de 12% du budget national d'investissement, dépassant l'objectif des 10% pour atteindre un taux de croissance agricole d'au moins 6 % par an conformément à l'engagement de Maputo** (source : Resakss). Ce score élevé n'a rien d'exceptionnel dans la mesure où le Mali a toujours consacré plus de 10% des ressources publiques à l'agriculture, notamment pour atténuer les effets des aléas climatiques. La LOA se donnait pour objectif d'allouer 20% du budget de l'Etat à l'agriculture. Mais ce taux est difficilement tenable dans la conjoncture difficile actuelle, au moins provisoirement.

# Performances du secteur agricole et filières stratégiques (grandes caractéristiques)

La production agricole malienne est en forte augmentation depuis 2007, avec des réalisations<sup>12</sup> remarquables qui ont pu atténuer les effets de la crise alimentaire de 2007/2008. Entre 2017 et 2020, les productions de céréales ont atteint 8.866.000 t dont : i) 2.631.000 t de riz<sup>13</sup> (30%), 1.825.000 t de mil (21%), 1.788.000 t de maïs (20%), 975.000 t de sorgho (-11%) et 1.646.000 d'autre cultures (-18%) ; ii) 993.000 t de racines et tubercules, 3.000.000 t horticoles - cultures maraichères et fruitières, et 169.000 t de légumineuses, haricot. Les productions céréalières se seraient accrues même plus rapidement que la population. Les ressources animales ont également fait l'objet d'attention : sur la base des abattoirs officiels, les productions totales sont estimées à 387.000 t dont 179.000 t de bovins (46%), 154.000 t d'ovins/caprins (40%) et 54.000 t de volailles (14%). La production de poissons est estimée à 40.000 t, la production de lait et de produits laitiers à 1.471.000 t et la production d'œufs à 25.000 t.

En termes de filières :

- La culture du riz se fait selon divers modes (submersion contrôlée, maîtrise totale de l'eau, submersion libre, pluvial) sur l'ensemble des zones propices à la riziculture<sup>14</sup>. La progression spectaculaire de sa production a été le fait d'investissements publics dans des infrastructures d'irrigation à grande et à petite échelle, accompagnés d'accès au crédit agricole, aux subventions des intrants et d'introduction de nouvelles variétés, ainsi que d'initiatives de commercialisation et de transformation. La Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR) initiée dans le cadre de la Coalition Africaine de Développement de la Riziculture (CARD) a tracé les grandes lignes visant à assurer l'amélioration de la productivité et la compétitivité de la production rizicole<sup>15</sup>.
- Le maïs est la céréale secondaire pluviale qui a connu la croissance la plus rapide. Sa production s'est accrue en réponse à la demande croissante, nationale comme extérieure, de maïs destiné à la consommation humaine et animale (en particulier pour l'aviculture en plein essor) et en raison de variétés améliorées à grand rendement, de subvention des engrais et de diversification des cultures. La production de maïs a tiré profit d'investissements dans le système cotonnier du sud mali.
- Le mil et le sorgho sont deux des céréales les plus consommées, en majorité dans les zones rurales et par les populations aux revenus les plus faibles. Leur performance a donc d'importantes implications pour la sécurité alimentaire. Leurs productions ont progressé plus modestement que celles du riz et du maïs. Leur progression est davantage due à l'extension des surfaces qu'à l'intensification de la production. Si l'on se réfère aux expériences passées (en particulier par ICRISAT), les perspectives d'intensification de la production de mil et de sorgho sur une grande échelle semblent plus limitées.
- Les cultures secondaires promues comme les légumineuses avec en particulier le haricot, l'arachide, le pois de terre (voandzou), le niébé, sont souvent cultivées en association avec les céréales. Ces cultures sont importantes comme produits à la fois vivriers et commerciaux, ainsi que pour leur apport protéique en substitution aux produits animaux.
- Les racines et les tubercules sont cultivées dans des environnements agro-écologiques et selon des systèmes de production variés. Ce sont des aliments de base polyvalents permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de produire de plus grandes quantités de nourriture par unité de surface de terres agricoles. La pomme de terre et la patate douce à cycle court sont bien

<sup>12</sup> Résultats d'importants investissements au niveau des infrastructures hydroagricoles (notamment sur le fleuve Niger), de l'accès aux intrants, aux équipements agricoles et aux techniques culturales plus performantes.

<sup>13</sup> Faisant du pays le deuxième producteur de l'Afrique de l'Ouest après le Nigéria.

<sup>14</sup> Office du Niger, aménagements de Sélingué, de Baguinéda, petits périmètres irrigués le long des fleuves Niger (Mopti, Tombouctou et Gao) et Sénégal (Kayes, Kita, Bafoulabé et Manantali), régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro et une partie de la région de Ségou.

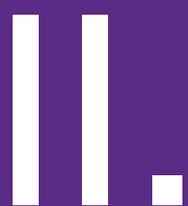
<sup>15</sup> Aménagements hydro-agricoles, accès aux intrants agricoles, accès au foncier rural, mécanisation, renforcement de la recherche/conseil/transfert technologique, amélioration des opérations post-récoltes, organisation de la commercialisation et gestion des ressources naturelles et de l'environnement

adaptées pour produire deux récoltes par ans, en particulier en agriculture pluviale. L'igname et le manioc, à cycle plus long et cultivés dans des environnements marginaux, sont essentiels dans le cycle annuel de la disponibilité alimentaire, en raison notamment de leur capacité de stockage dans le sol. L'ensemble de ces productions sont enfin beaucoup moins sensibles aux chocs importants sur les marchés, ainsi qu'à la spéculation sur les prix que subissent des aliments de base plus largement commercialisés, tels que les céréales, lors des crises sur les marchés internationaux.

- Les filières horticoles, destinées aux marchés nationaux et extérieurs, ont progressé. Parmi les filières importantes figurent celles des oignons/échalotes, pommes de terre, tomates et légumes verts. La filière de la mangue occupe une place de choix dans les exportations de fruits et légumes. Ces efforts d'exportation font partie de stratégies mises en oeuvre par le Programme de Compétitivité et Diversification Agricole (PCDA). Le secteur privé est très impliqué dans les exportations. Le secteur public intervient sur les questions intersectorielles et l'organisation nécessaire des filières et de mise en place d'interprofessions.
- Les filières animales ont bénéficié d'actions d'amélioration<sup>16</sup>. Ces actions et la hausse des revenus par habitant, font progresser les filières en améliorant leur productivité, en particulier la filière avicole dynamique dans la production intégrée de viande de volailles commerciales et d'œufs de consommation. Les productions familiales de volailles en milieu rural jouent aussi un rôle socioéconomique et nutritionnel de premier plan. La filière laitière est prise en charge par des unités de transformation industrielle et de petites unités de vente de lait et de produits dérivés installées en zones urbaines. La production de produits laitiers s'accroît mais reste loin en deçà des besoins, qui sont donc comblés par des importations.
- La filière de la pêche continentale se développe également. Son potentiel de production de poisson est de plus de 200 000 tonnes par an<sup>17</sup>. L'écart entre la demande et l'offre de poisson se comble mais à un rythme qui ne suit pas la demande. La surexploitation des ressources et de la dégradation de l'environnement en sont une cause importante, ainsi qu'un manque de structuration de la filière. Le développement de la filière aquacole devrait en augmenter la portée économique et alimentaire.

<sup>16</sup> Renforcement du cadre institutionnel, développement d'infrastructures de commercialisation du bétail et des produits animaux, campagnes de vaccinations, amélioration de l'alimentation du bétail, amélioration génétique, intégration agriculture-élevage et organisation des éleveurs.

<sup>17</sup> Source PDA, 2013.

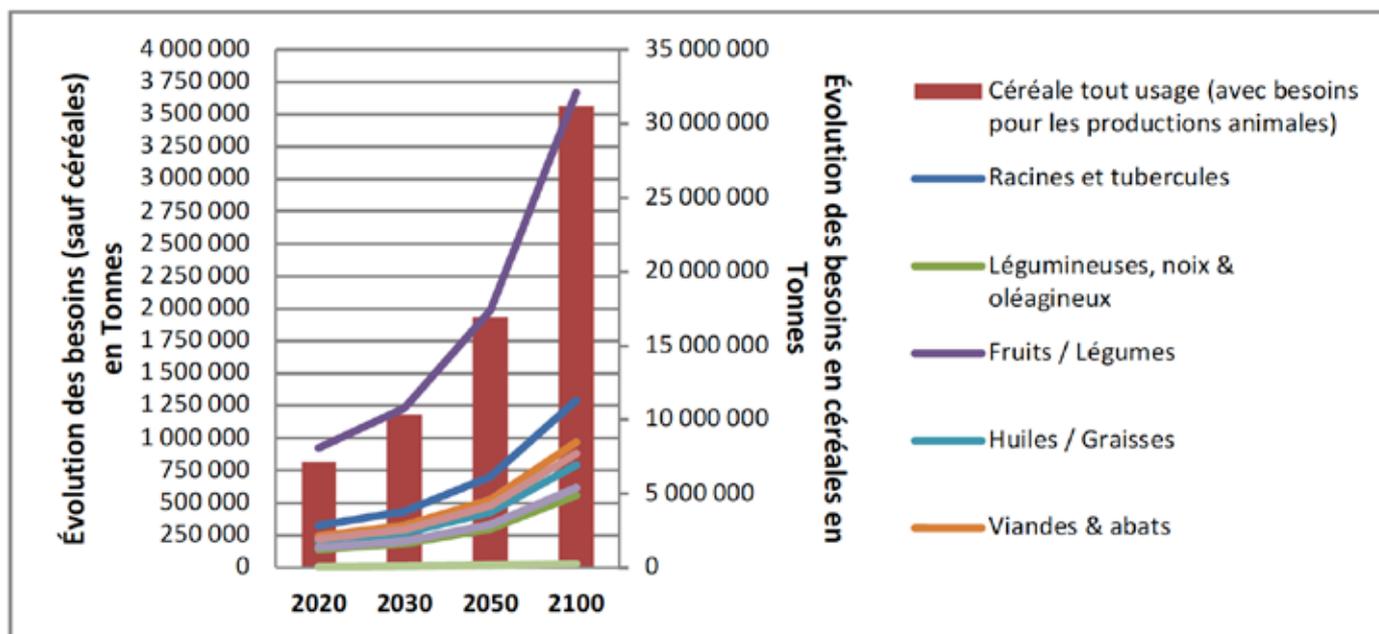


# ANALYSES ET PROJECTIONS

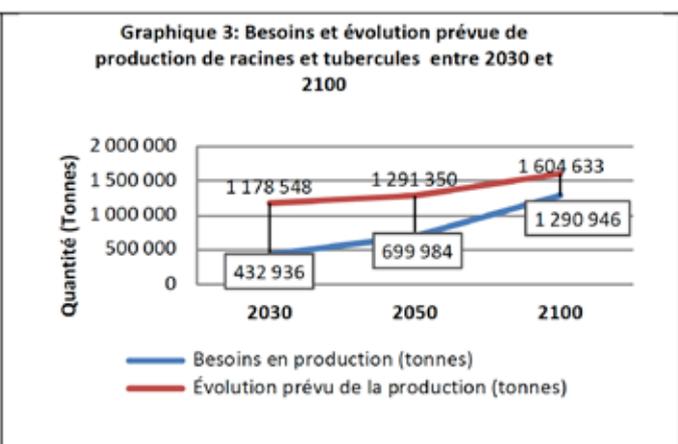
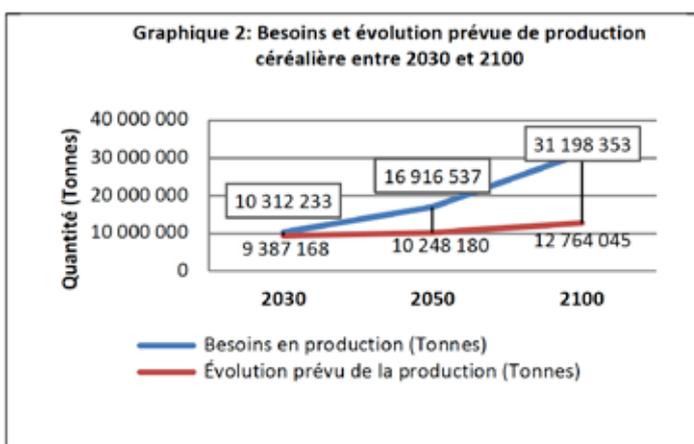
# Besoins actuels et futurs

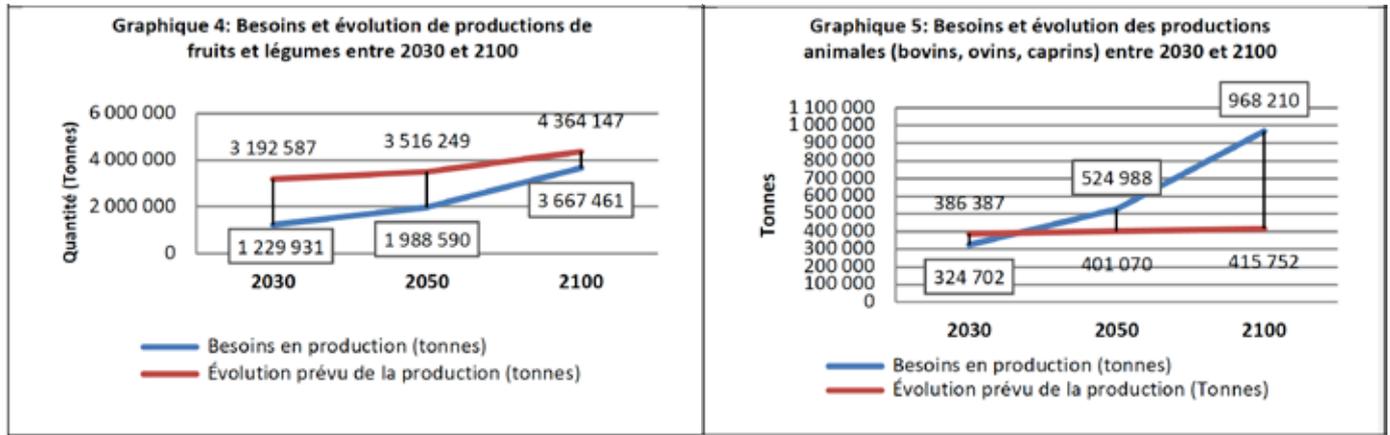
i) **Évolution des besoins alimentaires.** Les projections à long terme réalisées sur la base du scénario retenu montrent des besoins alimentaires qui mettent d'abord en évidence la prépondérance des grandes céréales (mil, sorgho, maïs et riz). Avec cependant un régime alimentaire qui se diversifie et repose de plus en plus sur un éventail d'autres produits : racines et tubercules (manioc, patate douce, igname, pomme de terre), légumineuses (haricots secs surtout), viande et abats, produits laitiers, produits maraîchers, fruits, huiles végétales et graisse animale (graphique 1).

**Graphique 1 : Besoins alimentaires nationaux selon l'évolution des habitudes alimentaires entre 2020-2100**



ii) **Projections – Prévisions des productions.** Les graphiques ci-dessous font ressortir pour les céréales des écarts importants entre les prévisions, en particulier à partir de 2030. A l'inverse, l'écart est largement comblé pour les racines-tubercules et les fruits et légumes. Les écarts sont significatifs pour les produits animaux, à partir de 2050. Cette première lecture suggère la poursuite du focus sur les céréales dont le riz. Les racines et tubercules passent du rang de simple produits marginaux « amortisseurs » de l'insécurité alimentaire à de véritables productions à plus grande échelle à usages variés (alimentaire, agroalimentaire et industriel). L'intérêt porté aux fruits et légumes traduit leur rôle croissant dans la diversification alimentaire, l'industrie de boisson et l'exportation de ceux qui bénéficient d'avantages comparatifs (mangue). L'intérêt des produits animaux est en croissance rapide en raison des opportunités de marchés notamment urbains.





ii) *Projections – Prévisions des surfaces et des productions.* Les tableaux 1, 2, 3, 4 suivants, confirment les constats précédents concernant les prévisions de productions. Les données de projections-prévisions des surfaces corroborent ces constats.

Tableaux (1, 2, 3, 4) : Comparaison projections – prévisions des principales productions

Céréales	Proj. Sup. (millions ha)	Prév.sup (millionsha)	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Prod. (millions t)	R/T	Proj . sup. (millions ha)	Prév. Sup. (millions ha)	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Prod. (millions t)
2030	6,8	6,2	10,3	9,4	2030	0,36	0,98	0,4	1,2
2050	11	6,7	17	10	2050	0,58	107	0,7	1,3
2100	20	8,4	31	13	2100	107	133	1,3	1,6

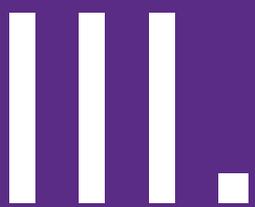
Fruits, légumes	Proj. Sup. (millionsha)	Prév. Sup. (millions ha)	Proj.Prod. (millions t)	Prév.Pro. (millions t)
2030	0,94	244	1,2	3,2
2050	151	267	2	3,5
2100	279	332	3,7	4,4

Bovins Ovins Caprins	Proj. Prod. (millions t)	Prév. Prod. (millions t)
2030	0,3	0,4
2050	0,5	0,4
2100	1	0,4

Le tableau 5 ci-dessous indique un différentiel (ou une balance) entre projections et prévisions des productions.

Tableau 5 : Balance des productions entre projections et prévisions

Productions	2030	2050	2100
Céréales	- 900	- 7 000	- 19 000
Racines/tubercules	+ 800	+ 600	+ 300
Fruits/légumes	+ 2 000	+ 1 500	+ 700
Élevage	+ 100	-100	-600



COMPLÉMENT COVID-19

# Questions clés soulevées et opportunités

Le COVID-19 a provoqué une crise économique et exacerbé à court terme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en fragilisant et poussant les systèmes alimentaires près du point de rupture.

## Questions clés soulevées:

Bien qu'il soit trop tôt pour prendre la mesure de toutes les incidences, la crise a d'ores et déjà révélé des effets systémiques sur les chaînes de valeur alimentaires dans leur ensemble. Elle soulève des questions sur: i) les systèmes de production agricole qui deviennent désormais dommageables pour la santé humaine et environnementale; ii) le besoin pressant de donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des plus vulnérables; iii) la primauté de maintenir les chaînes de valeur alimentaires « vivantes » en s'appuyant d'abord sur les chaînes de valeur locales ; iv) une approche équilibrée et complémentaire entre sauver des vies et rouvrir l'économie; v) et la prise en compte des risques alimentaires au même titre que les autres risques.

## Opportunités :

- **Les efforts devraient d'abord converger vers des actions qui entretiennent les chaînes d'approvisionnement alimentaires par:** i) un soutien à la production comprenant des intrants et équipements, ainsi qu'un soutien à l'irrigation; ce soutien se concentrera sur les productions à cycle court pour répondre aux besoins immédiats et générer des revenus; ii) un soutien à l'amélioration des infrastructures de stockage et de transport des produits agricoles périssables (poissons et produits aquatiques, fruits et légumes); iii) des soutiens appropriés aux familles touchées pour qu'elles puissent répondre aux besoins critiques; iv) et le maintien des programmes de filets de sécurité.
- **Les organisations paysannes joueront un rôle de premier plan.** Leur rôle est encore plus crucial pour maintenir les chaînes de valeur, assurer l'accès aux marchés urbains et contribuer à répondre aux besoins des consommateurs.
- **Un autre secteur qui devrait attirer l'attention est celui des entreprises agroalimentaires et leur rôle dans la relance des chaînes de valeur alimentaires.** Les micro- et petites entreprises agroalimentaires, à statut souvent informel, seront prioritaires, du fait de leur grande représentativité dans le tissu entrepreneurial et de leur empreinte sur l'emploi urbain et rural. Les mesures de restriction, entraînant une baisse de la demande, causent des dommages à ces entreprises peu résilientes aux chocs, et une stratégie audacieuse et volontariste de soutien financier leur sera nécessaire.
- **Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes est essentiel pour qu'ils puissent participer aux chaînes d'approvisionnement alimentaires. Ils contribuent à capter des valeurs ajoutées, à créer des productions supplémentaires, de nouvelles ressources, de nouvelles activités et de nouveaux emplois.** En outre, les jeunes ont montré un certain nombre d'initiatives spontanées pour soutenir les populations à risque ou touchées par la pandémie. Ces initiatives prennent la forme d'entreprises sociales et de pôles d'innovation technologique qui constituent autant de filières d'emplois potentielles.
- **La destruction de la biodiversité a généré une maladie zoonotique telle que la COVID-19. L'intégration dans les paquets techniques de la biodiversité est donc de la plus haute priorité pour préserver la santé humaine et environnementale, et par la suite la sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Du même coup, les actions d'adaptation au changement climatique seront intensifiées, étant donné que ce dernier est reconnu comme un multiplicateur de risque menaçant les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la santé.
- **Une planification proactive liant les actions d'urgence et le rétablissement à long terme sera établie, selon les principes opérationnels suivants :** i) elle vise à contenir la propagation de la pandémie et à atténuer ses conséquences dans les communautés concernées, en tenant compte de l'évolution potentielle de la situation sur le terrain ; ii) elle se conformera aux directives officielles et coordonnera les actions avec celles d'institutions spécialisées des Nations Unies telles la FAO, le PAM et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres initiatives ; iii) elle impliquera les acteurs locaux pour parvenir à des solutions durables, gérables et appropriables localement; iv) un système de suivi-évaluation sera mis en place afin d'organiser, coordonner et suivre les actions mises en œuvre, et évaluer dans quelles mesures les conséquences de la pandémie sont atténuées et tirer des leçons pour d'éventuelles résurgences de la COVID-19 et d'autres épidémies liées aux virus à venir ; v) et un système de communication entre les parties prenantes impliquées, utilisant autant que possible des plates-formes en ligne intégrant des outils TIC favorisant un travail, une collaboration et une coordination à distance.



# IV. STRATÉGIE D'INVESTISSEMENTS ET CONCLUSION

## Besoins en investissements

Les investissements correspondants résumés dans le tableau 6 ci-contre impliquent un coût financier très important. Les céréales accaparent une part substantielle des investissements nécessaires.

La couverture de ce coût financier impliquera : i) une hiérarchisation et un séquençage des investissements au regard des filières stratégiques à promouvoir selon des critères préalablement établis (économique, social, financier, sécurité alimentaire, etc.)<sup>1</sup> ; ii) une réaffectation importante des ressources au niveau du budget national ; iii) une politique de soutien et d'incitation aux producteurs et aux autres acteurs privés nationaux et étrangers à augmenter leurs investissements ; iv) une mutualisation des ressources publiques engageant d'autres secteurs publics qui tirent bénéfices des investissements ; v) une coordination et une cohésion inter-sectorielles des stratégies ; vi) une permanence des politiques minimisant les inflexions stratégiques dictées par les contextes de crises conjoncturelles.

<b>Productions</b>	<b>2030</b>	<b>2050</b>	<b>2100</b>
Céréales	363,4 (59%)	2 621 (89%)	7 245 (91%)
Racines/tubercules	24,8	19,5	10,4
Fruits/légumes	3,8	2,9	1,4
Élevage	220,5	301,2	699,2
<b>TOTAL</b>	<b>612,5</b>	<b>2 944,6</b>	<b>7 956</b>

## Défis majeurs et conclusion générale

L'agriculture et le monde rural sont au centre de la structure socio-économique du Mali. Ceci se vérifie à la fois d'un point de vue macroéconomique avec 30% du PIB générés par le secteur agricole, et d'un point de vue micro-économique avec 60% de la population qui tire ses principaux revenus des activités agricoles.

Les politiques publiques centrées sur la filière riz ne devraient pas sous-estimer d'autres filières comme celles du maïs, des produits animaux (viande et produits dérivés) et du poisson du fait d'un marché intérieur en plein essor et de leur fort potentiel d'exportation. La stabilisation des rendements et l'amélioration des marchés du mil et du sorgho sont également à prendre en considération du fait de leur plus large consommation, en particulier dans les zones rurales.

Pour que l'agriculture réduise encore plus la pauvreté et améliore la sécurité alimentaire, la stratégie de croissance devrait se focaliser non seulement sur l'augmentation globale de la production mais aussi sur les acteurs qui participent à l'ensemble des filières agricoles et de leurs chaînes de valeur. A cet égard, le rôle du secteur agro-alimentaire dans la création d'emplois productifs pour le nombre croissant de jeunes actifs arrivant sur le marché du travail sera au moins aussi important que la capacité du secteur à produire des denrées alimentaires.

Les mesures à court terme, telles que les subventions aux intrants ou la suppression de taxes à l'importation ont reçu beaucoup d'attention politique. Aussi justifiables soient elles en cas de crises, ces mesures ne sont pas moins désincitatives au développement à long terme de réseaux privés de vente et de distribution d'intrants.

<sup>1</sup> Si on tient compte de la liste nationale des filières à promouvoir qui figure au PNISA, pas moins de huit filières sont retenues (riz, maïs, blé, sorgho, mil et fonio, mangue, pomme de terre, oignon).

La bonne performance globale de l'agriculture ne doit pas masquer ses faiblesses. Tout d'abord l'agriculture est plus extensive que productive. Cette faible productivité résulte d'une conjugaison de facteurs, notamment: i) une dépendance aux aléas climatiques ; ii) des difficultés d'accès aux intrants et aux services agricoles, y compris les services financiers ; iii) l'appauvrissement et la fragilisation des sols et la détérioration générale des ressources naturelles ; iv) des maladies animales et végétales persistantes ; v) et des coûts de transport et de transaction élevés.

Les défis consistent à surmonter ces faiblesses en : i) comblant les insuffisances d'infrastructures (irrigation, routes et pistes rurales, stockage, marchés ruraux) ; ii) augmentant le niveau de productivité des exploitations agricoles familiales sur une base durable<sup>2</sup> ainsi que leur capacité de transformation des produits agricoles et de valorisation des produits ; iii) promouvant les entreprises de transformation de produits agricoles génératrices de valeur ajoutée, d'emplois et de revenus, en direction des femmes et des jeunes actifs ruraux ; iv) renforçant la professionnalisation et l'intégration des organisations paysannes dans les filières agroindustrielles ; v) pilotant les programmes et rationalisant les investissements publics<sup>3</sup> ; vi) et renforçant l'intégration sous-régionale<sup>4</sup>.

**NB** : Les limites de l'exercice de projection tiennent aux faiblesses statistiques en général et sur certaines données en particulier (données statistiques sur les produits maraichers et les fruits, par exemple). D'autres paramètres ne sont pas pris en compte comme les différents systèmes de production, l'évolution prévisible des changements d'habitudes alimentaires, l'impact des changements climatiques sur les productions et en fonction des régions. Un outil de prospective agricole en ligne SIMAGRI est mis à disposition à partir des éléments recueillis lors de cette étude : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>

---

<sup>2</sup> Avec des pratiques visant la réduction des effets des risques majeurs (changement climatique, sanitaires) , épargnant la dégradation du couvert végétal et des sols, préservant la biodiversité, ...

<sup>3</sup> Programmation et mise en cohérence des investissements pour le secteur agricole, définition des priorités et des séquences d'investissement, mise en place progressive des instruments de politique agricole, opérationnalisation, production de données statistiques agricoles régulières et fiables pour suivre les évolutions agricoles, etc.

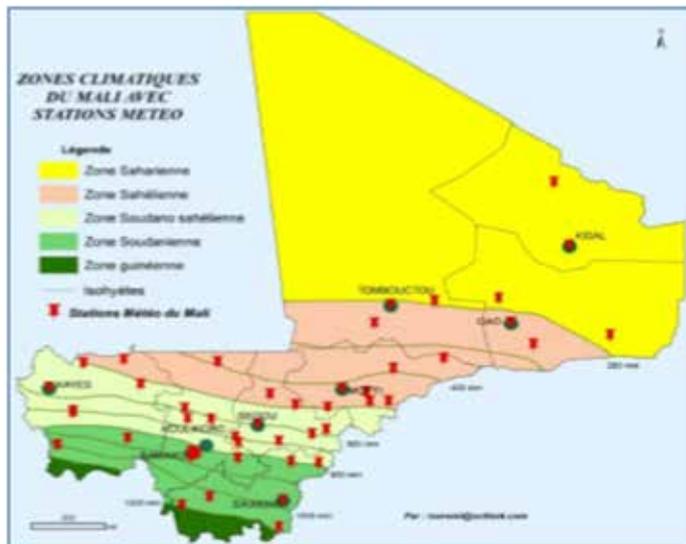
<sup>4</sup> En matière de politiques commerciales, de développement du commerce des produits locaux, de prévention et de gestion des risques de volatilité des prix agricoles, sanitaires et phytosanitaires et de gestion des ressources en eau des bassins versants transfrontaliers.

# Annexe

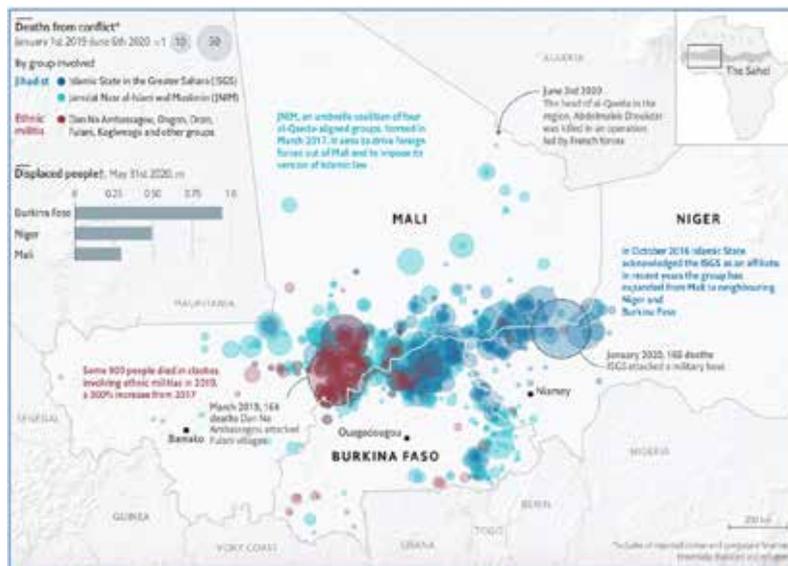
Carte 1 : Situation géographique



Carte 2 : Zones agro-climatiques



Carte 3 : Géopolitique du conflit





PRÉSENTATION POWERPOINT

# L'avenir de l'agriculture au Mali : 2020-2050

## Défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA

IFAD West Africa Hub

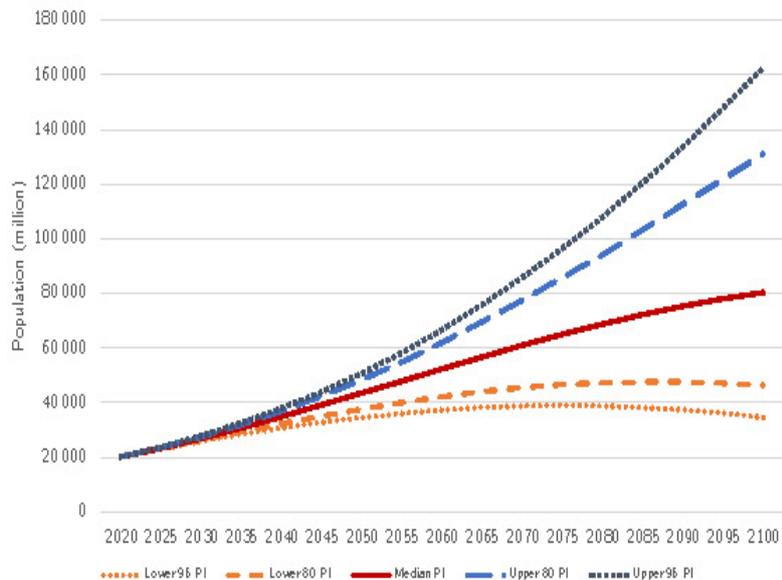


## Sommaire

- I. Démographie
- II. Défis économiques
- III. Changement climatique (CC)
- IV. Opportunités et planification agricole
- V. Synthèse des investissements
- VI. Conclusion

# I. Démographie

Évolution de la démographie au Mali  
2020-2100



## Projection démographique au Mali:

2020: 20,2 millions

2030 : 27 millions

2050: 43.5 millions

2100: 80.3 millions

Source: <https://population.un.org/wpp/>

27 millions



80.3 millions



43.5 millions



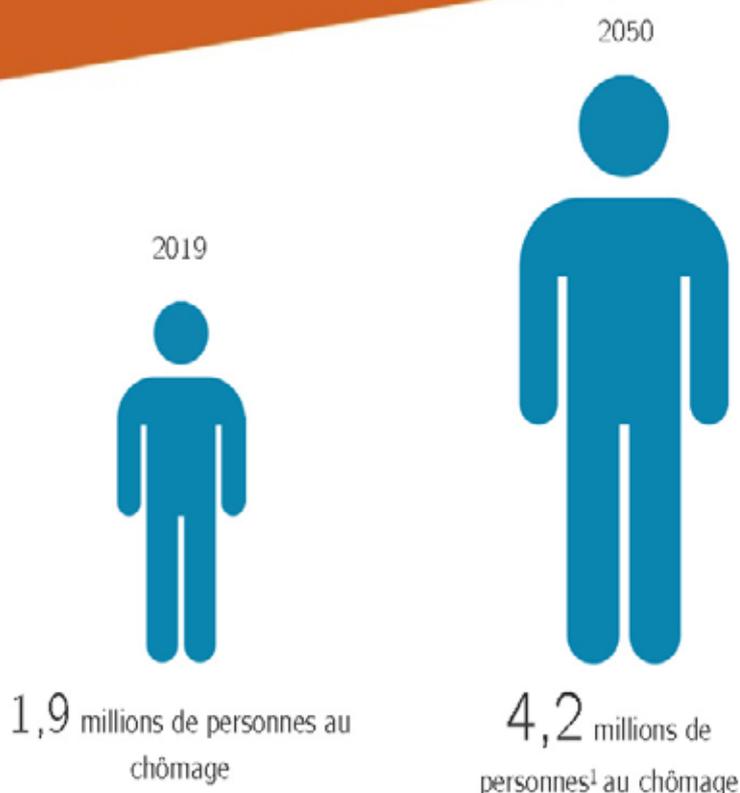
## Key figures:

- 75% de la population vie en milieu rural
- 47% à entre 0 et 14 ans
- 60% de la population dépend d'une activité agricole

Source: <https://www.unfpa.org/data/ML>

## II. Défis économiques

- Instabilité et de conflit ralentissant la croissance à 4,7 % pour la troisième année consécutive (2016-2019)
- Le secteur agricole représente 30% du PIB (coton en particulier)
- Le revenu mensuel moyen est de 64 USD par mois
- Le taux de chômage est de 9,6 %
- 20% de la population est économiquement active dans le secteur agricole



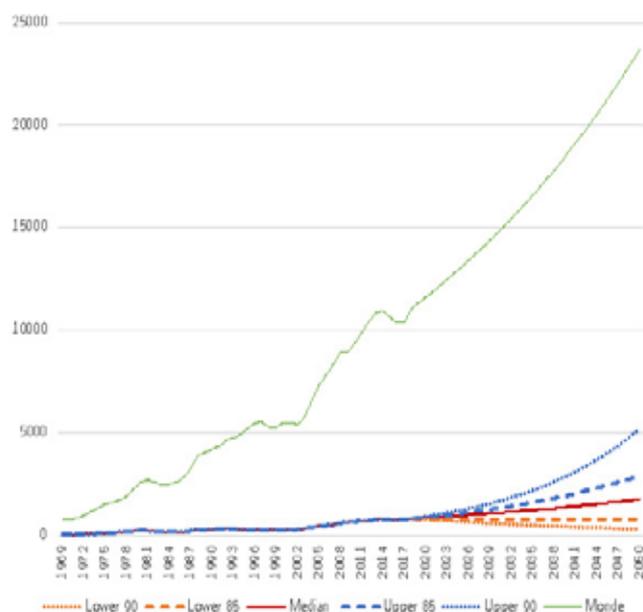
Source:

<https://www.worldbank.org/en/country/mali/overview>

<sup>1</sup> Calculé selon un taux de chômage constant à 9,6%

## II. Défis économiques

Évolution du RNB (Revenu par habitant) entre 1969 et 2050



### Projection du RNB au Mali:

2010: 690 USD

2020: 870 USD

2030 : 1,103 USD

2050: 1,772 USD

### Projection du RNB Mondial:

2010: 9,400 USD

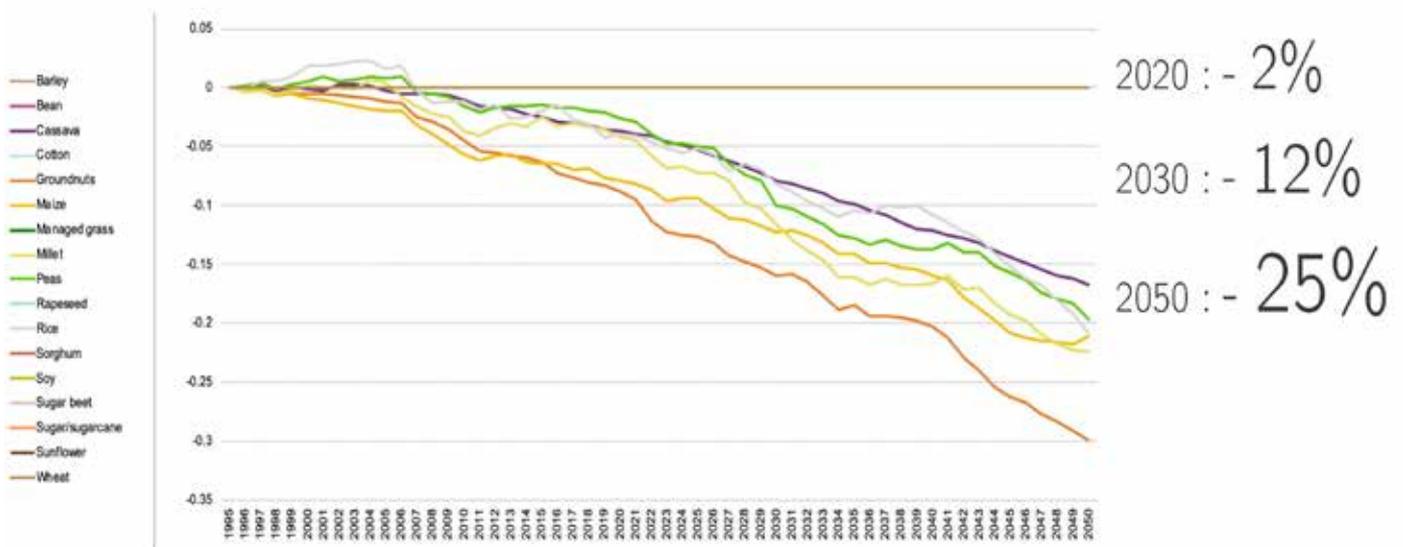
2020: 11,636 USD

2030: 14,750 USD

2050: 23,704 USD

# III. Changement climatique

Diminution de production sur les principales cultures selon le GIEC et l'outil CARD :

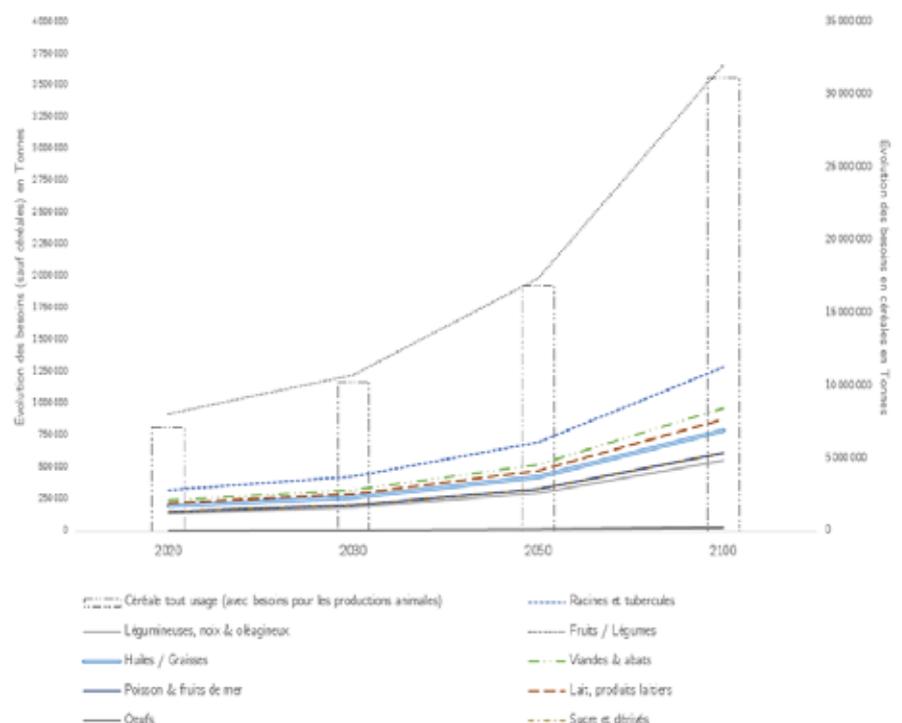


# III. Les besoins:

Projection de l'évolution des besoins alimentaires nationaux en fonction des habitudes alimentaires au Mali entre 2020-2100 :

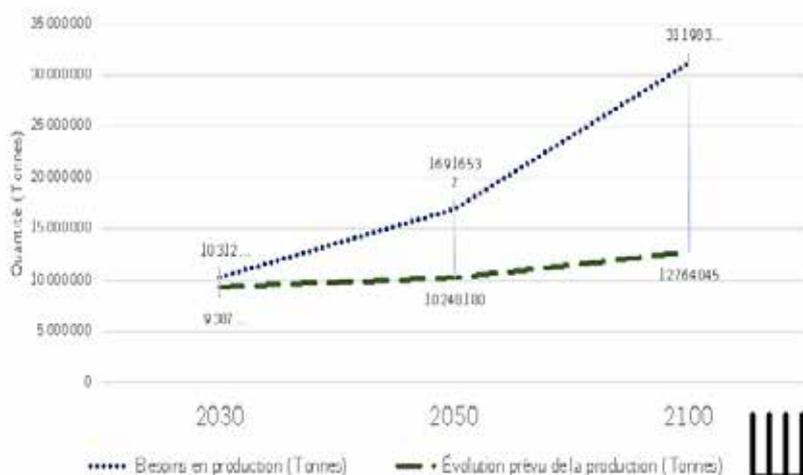
Consommation alimentaire <sup>1</sup>		
Principaux groupe d'aliments (g/personne/jour)	g/pers./jour	kg/pers./an
Céréales	765	279.225
Racines et tubercules	44	16.06
Légumineuses, noix & oléagineux	19	6.935
Fruits / Légumes	125	45.625
Huiles / Graisses	27	9.855
Vianes & abats	33	12.045
Poisson & fruits de mer	21	7.665
Lait, produits laitiers	30	10.95
Oeufs	1	0.365
Sucre et dérivés	21	7.665
<b>TOTAL (kcal/personne/jour)</b>		<b>2.497</b>

<sup>1</sup>Enquête national sur 7 373 personnes. La consommation alimentaire a été estimée par poids des aliments consommés par le ménage sur une période de 7 jours. Source : FAO, 2013.

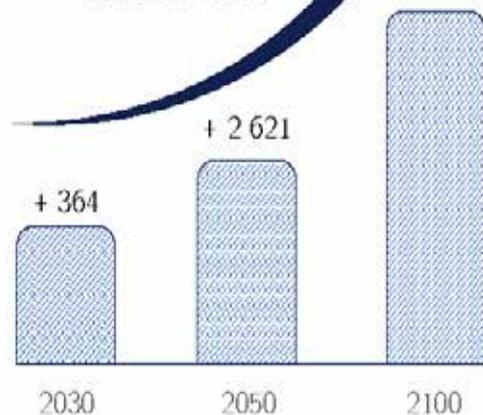


## IV. Opportunités et planification agricole

### Évolution des besoins en production des cultures céréalières entre 2030 et 2100



Investissements nécessaires pour la filière céréale en millions d'USD :



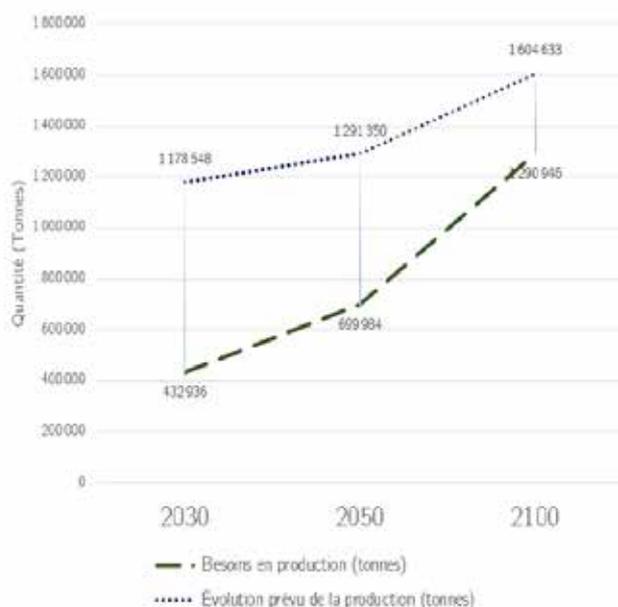
Part de l'investissement sur la population économiquement active dans le secteur agricole :



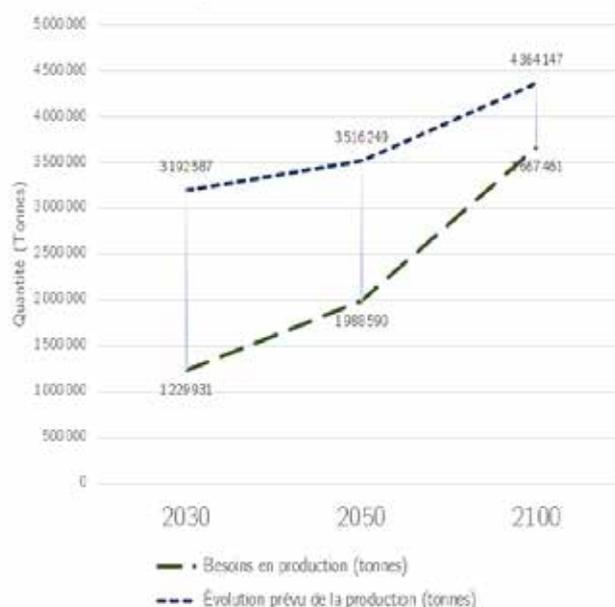
- 2030 : 67 USD par personne
- 2050 : 300 USD par personne
- 2100 : 450 USD par personne

## IV. Opportunités et planification agricole

### Évolution des besoins en production des racines et tubercules entre 2030 et 2100



### Évolution des besoins en production de fruits et légumes entre 2030 et 2100



## IV. Opportunités et planification agricole

Estimation des cheptel en 2018  
(en million de tête)



10,3 M

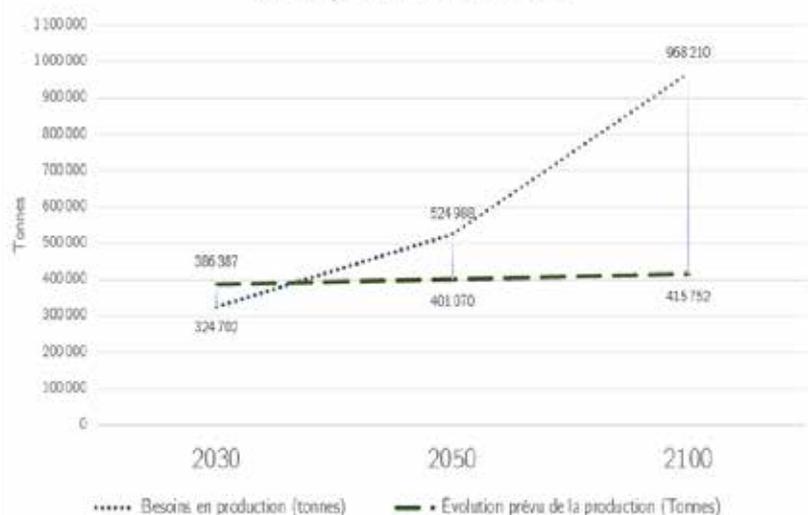


34,2 M



37,8 M

Évolution des productions animales (Bovins, Ovins, Caprins) entre 2030 et 2100



Évolution de la taille des cheptel entre 2030 et 2100 :



2030 9 millions



23 millions



- 7 millions

2050 8 millions

22 millions

- 14 millions

2100 8 millions

13 millions

- 58 millions

## V. Synthèse des investissements



Synthèse des investissements (en USD) nécessaire pour couvrir les besoins entre 2030 et 2100 :

	2030	2050	2100
<b>Céréales</b> <i>Sorgho, Mais, Riz, Mil</i>	363.591.022	2.620.587.683	7.244.809.070
<b>Maraichage / Arboriculture</b> <i>Légumineuses, noix et oléagineux :</i>	6.135.184	81.206.267	238.522.063
<b>Élevage :</b> <i>Aviculture:</i>	220.461.675	301.191.724	699.396.881
<b>Total</b>	590.187.881	3.002.985.674	8.182.728.014

## VI. Conclusions



Investir dans la transformation des produits laitiers et la valorisation l'exportation des productions animales.



Travailler sur l'amélioration de semence et l'approche système pour améliorer les rendements des cultures végétales.



Déterminer le montant à investir pour diminuer le coût d'investissement (aides directs...) par producteurs pour atteindre les besoins choisis.

Limites:

- L'approche choisie se focalise sur l'évolution des spéculations et non des différents systèmes d'exploitation.
- L'approche n'intègre pas les changements d'habitude alimentaire qui surviendront entre 2030 et 2100.
- L'approche ne prend pas en compte l'impact exact du changement climatique par production et en fonction des régions.

Volume I, des études de cas réalisées en novembre 2020 :

1. Cap-Vert,
2. Gambie,
3. Guinée,
4. Guinée-Bissau,
5. Mali,
6. Mauritanie,
7. Sénégal,
8. Synthèse régionale.

Contact:

Bureau de Dakar / Villa 1427  
Corniche Ouest - Almadies, Dakar, Sénégal  
Tel. + 221 33 868 05 87  
Cell. + 221 77 450 94 58  
Email: [wcamailbox@ifad.org](mailto:wcamailbox@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

